

DOCUMENTI

IAI

LA MONTEE ET LA CHUTE DU MOUVEMENT ISLAMISTE EN TUNISIE

par Abdelbaki Hermassi

Relation présentée a la Conférence "The Political Role of the Islamist Movements in the
Contemporary Arab World: National, Regional and International Dimensions"
Bologna, 26-27 Novembre 1993

ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI

LA MONTEE ET LA CHUTE DU MOUVEMENT ISLAMISTE EN TUNISIE

par

Abdelbaki Hermassi

On ne peut manquer de constater un certain nombre de paradoxes à propos de l'islamisme tunisien. Il s'agit, d'une part, d'un mouvement relativement ouvert — si on le compare à des mouvements similaires — et fort conceptuel à l'égard de la modernité, la structuration du mouvement le rendant en partie capable d'affronter aussi bien la vie publique que la clandestinité, pari plus ou moins crédible pour une stratégie légaliste. Ces traits ont frappé les observateurs dans les années 80, si bien que certains ont envisagé l'incorporation du mouvement dans le système politique et pourtant, et c'est le premier paradoxe, l'islamisme tunisien comme les autres islamismes du monde arabe, n'a pas échappé à la tentation sécuritaire qui consiste, parallèlement au discours public, à pénétrer secrètement les institutions sécuritaires telles que la police et l'armée et à cultiver une stratégie de la violence pour s'emparer du pouvoir.

L'islamisme tunisien est un mouvement d'une vingtaine d'années d'existence. Il fut, comme on le montrera plus tard, marginal dans les années 70, il a connu une montée vertigineuse dans les années 80 au point de devenir, après le parti au pouvoir, la seconde force politique du pays, mais personne ne s'attendait, et c'est là le second paradoxe, à ce qu'un succès aussi spectaculaire puisse le ramener comme par effet de balancier, à revenir dans le début des années 90 à la périphérie. Personne, y compris le pouvoir en place, ne s'attendait à ce que le mouvement puisse se liquéfier avec autant de facilité.

Tout, à cet égard, mérite d'être redéfini: parti, mouvement, mouvement de masse, sans parler des apories soulevées par la politisation de la religion. Ce qui est certain c'est que l'islamisme tunisien a été associé à la fin d'un régime et d'un homme et qu'il a très probablement joué un rôle dans la transition qui a inauguré la

démocratisation du système politique post-colonial. Mais le paradoxe en la matière est qu'ayant peut-être et dans une certaine mesure, précipité la pluralisation politique, il n'ait du même coup démontré que la démocratie devra se faire sans lui.

Pendant ses vingt ans d'existence, l'islamisme tunisien a connu deux à trois étapes principales. D'abord l'étape de la fondation et de la propagation des idées du mouvement de 1972 à 1980. Il était connu dans cette période sous le nom "Al Jamaâ Al Islamiya" qui agissait dans les mosquées et s'occupait à la fois de piété et de questions doctrinales visant la réislamisation de la société. Rien, au début, ne les distinguait des Frères Musulmans d'Egypte: même conservatisme social, mêmes limites intellectuelles et politiques. Le mouvement s'emploiera à faire connaître ses idées à travers des publications qu'il s'est accaparé ou qu'il a détournées telles que "Al Maarifa", "Al Mojtamaa" et "Al Ha'ib".

Puis, il y eut la seconde étape qui s'est étendue de 1981 à 1987. Ce fut la période héroïque du "Mouvement de la Tendance Islamique". Le mouvement qui était jusqu'ici clandestin et marginal par rapport à la vie publique et par rapport aux syndicats et aux mouvements politiques de gauche, a soudain émergé pour demander sa place suite à la déclaration du Président Bourguiba d'instaurer le pluralisme politique. Les islamistes voulaient former un parti politique comme les autres. Ils déposèrent un dossier pour l'obtention du visa légalisant leur activité. Les conférences de presse et l'activisme qu'il n'ont pas cessé de manifester auprès des médias et à l'intérieur des grandes institutions du pays firent connaître leurs cadres et leurs idées. Ce fut une période d'interaction intense avec les autres courants idéologiques du pays, favorisée tant par le besoin de créer un mouvement de solidarité en faveur de la direction emprisonnée — dès que la demande de visa a été déposée — que par la découverte du discours égalitaire de la révolution iranienne à ses débuts. C'est ainsi que le discours islamiste prit son allure progressiste tant dans le cadre de l'Université que celui des syndicats professionnels; avec la sortie des mosquées le mouvement s'est politisé et finit par acquérir les notions d'organisation et les concepts opératoires qui étaient jusqu'ici le monopole et l'arsenal de la gauche; mais l'apprentissage de ce léninisme objectif était cependant tempéré par l'interaction des cadres islamistes avec les milieux porteurs

de valeurs démocratiques tels que le MDS (Mouvement des Démocrates Socialistes), la Ligue des droits de l'Homme ainsi que par l'association avec le journal Erray.

En cette fin de régime, il n'y avait pas que la parti au pouvoir qui ressentait la montée dramatique de l'islamisme. Il y avait également les inquiétudes des milieux de gauche tant il est vrai que l'islamisme représentait pour ces milieux (qu'il ne faut pas confondre ici avec les partis tels que le MDS qui eux avaient une attitude plus nuancée et, pour ainsi dire, plus politique), un concurrent dangereux sinon redoutable. Après de longues années de lutte contre l'autoritarisme bourguibien, la gauche voit surgir une opposition qui non seulement tient un autre discours, qu'elle juge obscurantiste, mais qui investit le même terrain traditionnel de la gauche à savoir l'université¹ et les syndicats. Tout se passait comme si la gauche devait choisir entre une force «parvenue et anachronique d'une part, et un régime usé mais moderniste de l'autre». Toujours est-il que cette gauche-là choisit de devenir le défenseur et l'apôtre du bourguibisme: défendre les «acquis» du régime républicain et barrer la route à la montée de «l'obscurantisme».

La montée de l'islamisme politique s'est effectuée pour l'essentiel sous le gouvernement Mzali, c'est-à-dire en une conjoncture certes marquée par le libéralisme économique et politique, mais caractérisée surtout par un climat de crise économique et de mouvements sociaux de protestation qui ont atteint leur paroxysme lors des émeutes du pain en 1984. Ce fut une période de dérèglement général et de repositionnement des acteurs politiques. Dans les années 60 et 70, c'étaient les étudiants qui jouaient le rôle oppositionnel, dans les années fin 70 et 80, ce sera le rôle marquant des syndicats qui constituait le contre-pouvoir principal vis à vis de l'Etat. Mais si les acteurs changent, le gouvernement avait tendance à garder les mêmes réflexes. La contestation islamiste était tolérée sinon encouragée pour contrer la gauche estudiantine. Plus tard, elle sera manipulée pour abattre le syndicat (l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, UGTT).

¹ L'encadrement islamiste de l'enseignement se traduirait par une présence dans 36% des établissements secondaires. Parmi les étudiants à l'université, on estime à 10% le nombre de militants et sympathisants islamistes (source: Abdallah Amami, Al-Nahdha, (en arabe) MTE, 1992, pp 70 et 73).

On a bien noté en effet comment le gouvernement Mzali a négocié la libération de la direction islamiste et comment il a su neutraliser cette direction pendant qu'il menait son travail de sape contre l'UGTT. Les islamistes qui, à la suite des mosquées, ont enregistré des avancées notables dans l'enseignement, parmi les scouts et les associations culturelles, vont s'employer à infiltrer les syndicats professionnels:

«Le scénario mis au point par Mohamed Mzali pour frapper l'organisation syndicale a duré environ deux ans, de l'été 1984 à l'été 1986, au cours desquels les leaders du mouvement islamiste jouissaient de toute leur liberté d'action donnant des conférences de presse, dénonçant à coup de communiqués toute affaire qui ne leur convenait pas, exploitant la compromission du Premier Ministre pour prendre une initiative qu'ils n'avaient jusque-là pas osé prendre: l'organisation, en 1985, du congrès constitutif de l'Union Générale Tunisienne des Etudiants (UGTE) qui devint la structure centrale qui a réuni l'ensemble des groupements islamistes dans les universités.»²

Le rapport entre la chute du mouvement syndical et la montée de l'islamisme politique est susceptible d'interprétations multiples. La corrélation entre les deux phénomènes est la suivante: pour l'essentiel, l'UGTT a connu sa crise et puis son déclassement entre 1978 et 1989 et le "Mouvement de la Tendance Islamiste" (MTI) a émergé autour de la même période. Mais il convient de noter que corrélation ne signifie pas causalité. Certes, les islamistes ont bénéficié de l'ébranlement de l'UGTT, mais il est difficile de parler de connivence. Il serait plus approprié, si on tient à tout prix à la notion de conspiration, de parler de conspiration objective plutôt que subjective. De toutes les façons et en des termes de *realpolitik*, rien d'étonnant dans cette affaire. Par contre, il n'est plus possible aujourd'hui de douter du fait que la mouvance islamiste avait cherché, parallèlement, à pénétrer les institutions sécuritaires (armée, police, douane), qu'ils l'aient fait de façon défensive d'abord en 1975, mais de manière définitivement plus offensive dans les années 1980. Entre le congrès de Slimane en 1984 et celui d'El menzah en 1986. Il devenait clair pour tous les observateurs avisés de la scène politique tunisienne que le mouvement islamiste était en train de subir une mutation. C'est d'abord l'émergence d'une nouvelle génération de

² Abdallah Amami, *Al-Nahdha*, (en arabe) MTE, 1992, pp 192 et 193.

leaders composée de professionnels, de manipulateurs de foules, de spécialistes du renseignement, de l'intox et de la logistique. Cette génération d'organiseurs, d'ingénieurs et de professionnels était en train d'arracher la direction aux anciens symboles de la parole et de l'acculturation.

Avec un Bourguiba chancelant, devant une élite politique épuisée et en l'absence d'organisation syndicale (éliminée ou marginalisée), les islamistes voyaient leur appétit de pouvoir augmenter. Ils passaient brusquement de la simple aspiration à l'existence et à l'expression, à la volonté de conquérir le pouvoir. Pour cela, il leur fallait mettre sur pied une véritable stratégie de guerre.

Cette nouvelle situation va se révéler à l'occasion de la mise à l'écart de Mohamed Mzali de son poste de Premier ministre en juillet 1986. Il a suffi de quelques semaines au MTI pour qu'il tienne son congrès d'El Menzah (banlieue de la capitale) au cours duquel deux décisions importantes furent prises:

1. L'adoption d'une nouvelle ligne de conduite plus dure et plus centralisée où ne peut prévaloir qu'un seul avis et cela même en l'absence de leadership. (Cette nouvelle ligne est contenue dans un document connu sous le titre: "Conception et méthode fondamentale du mouvement" contenant le plan alternatif d'action proposé par "l'aile spéciale" et visant le renversement du régime).

2. Une nouvelle stratégie qui comportait d'abord une série de pressions graduées. Pression d'abord sur l'université pour imposer une année blanche; chahut et obstruction de l'examen du bac dans l'enseignement secondaire suivis par un scénario de désobéissance civile prévu pour le 23 avril 1987 et qui devait être marqué par des manifestations dans les grandes villes et bourgades, manifestations qu'il était prévu de répéter pour atteindre le paroxysme de la crise.³

Mais cette stratégie a dû buter contre deux obstacles majeurs:

- l'indifférence de la population à l'égard d'une lutte qui l'amuse mais qui ne la concerne pas;

- la sophistication de l'administration et de la police qui ont su absorber les manifestations tout en limitant leurs effets pervers en terme de violence. Ce sont ces éléments qui ont fait échouer le plan

³ A. Amami, op. cit.

insurrectionnel dans les villes. Devant cette situation, les islamistes décidèrent de procéder à un coup symbolique. Monastir, ville du président Bourguiba est choisi au moment de la célébration de son anniversaire, en pleine saison touristique. Le 2 août 1987, les bombes explosèrent dans Hana Beach, Hannibal Palace, Le Kuriat et le Sahara Beach. Après cet été chaud, la phase proprement militaire pour déposer Bourguiba était fixée au 7 novembre. Mais Ben Ali précède le coup d'Etat: il écarte Bourguiba, arrête les putschistes et annonce un vaste programme de réconciliation nationale et de démocratisation politique.

Le 7 novembre qui va inaugurer une ère nouvelle pour la Tunisie et pour le Maghreb en général, aura deux principaux bénéficiaires sur le plan strictement politique: les forces de Ben Ali et les islamistes. Entre la nouvelle direction et le MTI, il y aura des rapports marqués par le réalisme, un certain nombre d'affinités, mais aussi, il est à craindre, un contentieux. Révélée le 4 novembre, c'est-à-dire trois jours avant le changement, cette affaire du noyau militaire aura été, dira plus tard Rached Ghannouchi, «embarrassante autant pour le président Ben Ali que pour nous-mêmes».

Le nouveau régime va, dès le début, marquer un nouveau style et adopter une approche qui changera bientôt les contours du paysage politique, et cela particulièrement au niveau de ce qu'il est convenu d'appeler les sommets de l'Etat.

L'un de ces traits marquants du nouveau style consiste dans la volonté de réconciliation nationale; il s'agit pour l'essentiel d'établir une trêve idéologique, de mettre fin à toutes les instances de violence symbolique contre l'islamité et l'arabité de la population tunisienne; au niveau des élites politiques, la réconciliation prend la forme du Pacte National qui consacre le consensus politique de base entre l'ensemble des partenaires. Un autre axe du projet Ben Ali a consisté en l'inauguration du processus de démocratisation. Un troisième, qui n'en est encore qu'à ses débuts, est de mettre le pays au travail.

Pour ce qui est précisément de l'Islam et des islamistes, tout laisse indiquer une approche en trois volets: réhabilitation et réaffirmation de l'Islam en tant que religion nationale; attitude plus conciliante à l'égard de ce qui est considéré pour la première fois comme un islamisme modéré; et finalement la plus grande fermeté, mais cette

fois sur le plan légal plutôt que repressif, avec toute forme de subversion au nom de l'Islam.

S'il y avait des réserves de part et d'autre, tout laissait cependant présager une entente qui sera inaugurée par la libération de Rached Ghannouchi. On se souvient de la déclaration du Président Ben Ali selon laquelle il n'avait désobéi au Président Bourguiba qu'à deux reprises: la première fois lorsque Bourguiba a ordonné la dissolution de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH) et la seconde fois lorsqu'il s'est opposé à la condamnation à mort de Rached Ghannouchi et cela quelques heures seulement avant que ne soit prononcé le jugement.

D'autre part, l'attitude de la direction islamiste à l'égard du Président Ben Ali fut claire et immédiate; elle a considéré «l'action du 7 novembre comme un événement historique» et a même été plus loin en estimant qu'en effet «si le monde politique a vu en cette action la réponse à une aspiration populaire pour le changement, notre mouvement y voit, en plus de cela, un acte divin destiné à sauver le pays d'une guerre civile créée et entretenue par l'ancien président». Et pour la première fois, le MTI s'adresse au chef de l'Etat pour exprimer son entière prédisposition en vue de «tourner la page du passé, dialoguer (avec vous) sans réserve et sans complexe, appuyer la stabilité et la sécurité dans le pays et contribuer à la réalisation de ce que comportait (votre) appel du 7 novembre». ⁴

Aussi, serons-nous les témoins, et pour deux ans, d'une période de coopération, d'accommodation et de stabilité relative.

Du côté de l'Etat, six concessions sont consenties en faveur des islamistes. C'est ainsi qu'une amnistie générale permet la libération de tous les détenus appartenant à ce mouvement y compris les militaires. D'autre part, le mouvement est représenté au sein du Haut Conseil Islamique, instance consultative créée par le gouvernement pour tout ce qui concerne les affaires religieuses. Les islamistes prennent également part à l'élaboration du Pacte National auquel ont participé tous les partenaires politiques tunisiens et qui fixe les principes généraux sur lesquels se base l'activité politique. Quatrième concession: le mouvement islamiste prend part aux élections législatives du 2 avril 1989, mettant

⁴ *Le Monde*, 8 septembre 1988.

ainsi fin à sa "période clandestine". L'organisation estudiantine islamiste (UGTE) accède à la légalité en obtenant le visa; enfin sixième et dernière concession, le journal "Al Fajr", organe du mouvement islamiste est autorisé à paraître conformément à une décision officielle en date du 8 janvier 1990. Le journal paraîtra jusqu'au mois de janvier de l'année suivante.

En ce qui concerne le visa et la légalisation du mouvement Al-Nahdha, le pouvoir a beaucoup hésité. Le chef de l'Etat a affirmé à plus d'un qu'il étudiait encore le sujet et a déclaré qu'il ne s'y opposait pas dès lors que les conditions requises étaient réunies.

Parallèlement et en vue de neutraliser l'idéologisation de la religion, le gouvernement fait adopter deux lois, l'une concernant les mosquées pour renforcer le contrôle administratif sur les espaces du culte, et l'autre déclarant illégale la formation des partis politiques sur une base religieuse, ethnique ou primordiale.

Il faut dire que pendant un certain temps, des débats appréciables ont eu lieu à l'intérieur de l'islamisme tunisien et un certain effort a été déployé pour s'adapter aux exigences de l'heure, au moins en ce qui concerne les aspects formels tels le changement d'appellation du MTI devenu Al-Nahdha, le désengagement du mouvement vis à vis du groupe sécuritaire, l'acceptation du Code du Statut Personnel; en d'autres termes, une option pour jouer le jeu et gagner la confiance des autorités.

LE TEST ELECTORAL

Entre 1987 et 1989, ce sera le *statu quo*, malgré l'apparition d'un certain nombre de divergences entre le mouvement islamiste et les responsables chargés officiellement d'établir le dialogue avec lui, et cela, jusqu'au commencement des préparatifs pour les élections législatives qui furent organisées le 2 avril 1989. Le pouvoir tenait absolument à ces élections et cela à des fins de légitimation politique. Sans accorder aux islamistes un visa pour former un parti, il était disposé à leur permettre de participer par le truchement de listes indépendantes. Ce sera, comme on le verra, le début d'un tournant. Comme le système de

scrutin majoritaire favorisait un parlement RCD, le pouvoir a été amené à soumettre deux propositions aux partis afin d'assurer d'une part à l'opposition une participation relative dans le parlement et de préserver d'autre part les institutions constitutionnelles de tout risque que pourrait entraîner un changement imprévu dans l'équilibre des forces politiques: dans sa première proposition, il a appelé à des élections proportionnelles élargies qui pourraient ouvrir la voie à des amendements du Code électoral. Lorsque le MDS a rejeté cette proposition en exigeant des élections au suffrage universel, le pouvoir a suggéré la constitution d'un front électoral commun qui regrouperait toutes les parties signataires du Pacte national.

Malgré les différents qui ont opposé les structures du mouvement Al-Nahdha, ce dernier a fini par accepter la seconde formule et participer aux élections au sein d'un front électoral. Cependant, lorsque les parties concernées se sont réunies en présence du Premier Ministre, le représentant d'Al-Nahdha fut surpris par la position de Ahmed Mestiri qui a rejeté l'idée de front et affirmé qu'il préférerait que son parti participât tout seul aux élections. C'est à ce moment que l'on sentit avec évidence que la situation politique tournait à la crise.

Et c'est alors aussi qu'un changement important et imprévu s'est opéré dans la politique d'Al-Nahdha. Après avoir accepté le principe de ne pas prendre part aux élections et peut-être même de ne pas s'opposer au soutien des listes du RCD pour obtenir, en contrepartie, sa légalisation, le mouvement islamiste est subitement revenu sur cette position en constituant des listes indépendantes. Il est ensuite passé brusquement d'une participation symbolique dans quelques circonscriptions à la présentation de listes dans toutes les circonscriptions se présentant dans beaucoup de cas comme les seules listes concurrentes au parti au pouvoir aussi bien sur le plan local que national. Ainsi, au lieu de se contenter d'une présence formelle dans les différentes circonscriptions, le mouvement procède à un énorme rassemblement et à la mobilisation de milliers de partisans et de sympathisants à un point tel que les autorités officielles, gagnées par l'inquiétude, ne purent qu'en faire autant et recourir à tous les moyens possibles pour faire face à ce revirement soudain dans la politique du

mouvement islamiste. Quant aux candidats islamistes, ils ne se limitèrent pas, comme prévu, aux discours électoraux calmes et modérés, mais abondèrent en propos en totale contradiction avec les déclarations faites par les dirigeants du mouvement lors de la signature du Pacte national, notamment en matière d'égalité des femmes et de droits de l'homme en général. C'est ce qui a amené la classe politique à exprimer son inquiétude et à s'opposer au "projet de rassemblement" du mouvement Al-Nahdha, l'accusant encore une fois de recourir aux discours équivoques et contradictoires.

Puis, les élections eurent lieu. Les nahdhaouis se sont mobilisés pour contrôler les opérations de dépouillement des bulletins de vote. Néanmoins, bien que les résultats officiels les aient placés comme deuxième force politique du pays avec 17% de l'ensemble des voix exprimées, la déclaration de leur mouvement, juste après la proclamation des résultats fut la plus virulente contre le pouvoir. Mais étant donné la centralité de l'expérience électorale, une expérience qui a permis aux protagonistes de prendre véritablement la mesure des voix, et compte tenu des enjeux que recèle cette expérience, il convient de présenter davantage d'éléments à son propos.

Outre l'organisation minutieuse des militants et le nombre impressionnant de parraineurs (ils en ont même prêté à d'autres candidats)⁵, les islamistes ont fait une véritable démonstration au niveau de l'organisation et de l'encadrement de leurs candidats pendant la campagne électorale.

Dans deux communiqués internes révélés par l'hebdomadaire "Le Maghreb", le parti Al-Nahdha explique l'enjeu de ces élections et dicte à ses militants le comportement à suivre.

Pour les islamistes, les élections sont un exercice pour leur mouvement qui s'engage pour la première fois de son histoire dans ce nouveau type de lutte politique. «Nous sommes l'avant-garde des forces du changement, nous devons mesurer l'impact réel de nos idées, notre propre force électorale et l'impact que les militants pourraient avoir sur les institutions étatiques par le biais de l'acte du vote. On appelle les

⁵ Le Maghreb, 23 mars 1989.

militants à se mobiliser pour rompre avec l'attitude d'expectative et jouer le rôle que leur impose l'étape actuelle».⁶

Par ce texte, les islamistes avaient démontré qu'ils se situaient par rapport à une étape étudiée et analysée, c'est-à-dire que l'étape actuelle est une étape parmi d'autres, la deuxième étant l'octroi d'un visa pour leur parti, l'étape ultérieure devant être — il va de soi — celle de la prise du pouvoir.

Dans le deuxième communiqué, les dirigeants islamistes appellent à la consolidation du processus démocratique et à la préparation d'un climat favorable à la reconnaissance du mouvement, et aussi à :

« — participer à la composition du nouveau parlement qui soutiendrait les libertés et les causes justes du peuple et défendrait l'identité islamique du pays; — à inciter les larges masses à cette pratique politique; — à faire passer un certain nombre de messages relatifs à l'identité, aux libertés, aux questions palestinienne et afghane; — à s'exercer à la pratique politique et au travail avec les masses et avec les autres partis; — à vérifier l'existence des noms sur les listes électorales; — à mobiliser les gens, les convaincre de s'y inscrire et leur expliquer l'importance du vote; — à mobiliser le plus grand nombre de citoyens essentiellement les "déhérités, les jeunes et les habitués des mosquées". »

Les islamistes ne s'adressent pas à n'importe quel public. Pendant la campagne électorale, la direction du parti avait demandé à ses militants de faire connaître leurs candidats et à "œuvrer afin qu'on vote pour eux". Ils devaient aussi faire en sorte que les gens puissent assister à leur meeting en les accompagnant s'il le faut aux réunions électorales de leur candidat. Par ailleurs, ils devaient dévoiler les défauts de leur concurrent (politique, attitude hostile à l'Islam, comportements contraires à la morale). Enfin, le jour du vote, les militants étaient appelés à voter et à accompagner les électeurs aux bureaux de vote.

Rien n'a été laissé au hasard, à croire que la Nahdha s'est préparée depuis longtemps à ces élections (ce qui n'est pas exclu).

Les consignes et directives adressées aux militants et sympathisants islamistes appellent quelques remarques. Le ton comme

⁶ Idem, p. 13 et 14

le vocabulaire utilisé attestent d'une certaine maturité politique et nous éclaire un peu sur l'idéologie islamiste et sur les types de ses militants.

Ainsi en parlant du vote, les islamistes utilisent l'expression "cette pratique politique" ce qui signifie qu'elle est étrangère à leurs idées, non pas parce que des élections libres ne s'étaient jamais déroulées en Tunisie, mais parce qu'elles ne correspondent pas au schéma islamiste de légitimation du pouvoir. «Dieu est la source de tout pouvoir», disait le chef du mouvement islamiste Rached Ghannouchi.⁷

D'autre part, le texte en arabe étant écrit à l'impératif, on en déduit qu'obligation est faite aux militants de se conformer aux ordres, et l'obligation appelle la sanction. De toute évidence, ces consignes ont été appliquées à la lettre, nous avons eu le temps de le vérifier à Ben Arous. La minutieuse organisation sur tous les plans, indique que le parti Al-Nahdha est très bien structuré, qu'il dispose d'un nombre de militants et de sympathisants beaucoup plus important que les autres partis de l'opposition. Présent dans 17 circonscriptions sur 25, "le parti" disait soutenir dans les circonscriptions où il ne se présentait pas, les candidats qui défendaient le changement et le processus démocratique, fussent-ils du RCD. Il était évident qu'il n'appellerait pas au vote pour les liste se réclamant de la gauche. Dans les quatre circonscriptions où s'étaient présentées des listes de coalition entre les partis de "gauche", les islamistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour les critiquer régulièrement du début jusqu'à la fin de la campagne électorale.

Les islamistes avaient constitué leurs listes en un temps record. Leurs candidats sont en général des cadres d'un niveau intellectuel appréciable (avocats, médecins, ingénieurs, professeurs). Ces candidats ne sont pas tous franchement islamistes. Trois types d'Islam étaient représentés. L'Islam libéral par Monsieur Hila, avocat très populaire à Tunis. L'Islam traditionnel en la personne de Cheikh Lakhoua, diplômé et ancien cheikh de la Zitouna⁸ et issu de la haute bourgeoisie tunisoise. Enfin l'Islam politique qui correspond le plus à l'image du parti Al-Nahdha par Moncef Sliti, ingénieur et journaliste à l'hebdomadaire "Le Maghreb", candidat tête de liste à Ben Arous. Mais les islamistes se sont

⁷ Idem, p. 12.

⁸ Beaucoup des anciens de cete faculté théologique réhabilitée s'étaient manifestés après le 7 novembre 1987.

arrangés pour "placer" dans toutes les listes indépendantes des candidats de leur "parti". Cette dernière composante représente à notre avis la composante la plus nombreuse et la mieux organisée.

Ce ne sont pas les meetings électoraux qui ont constitué les points forts de la campagne, pas plus que les six minutes de passage à la télévision, mais plutôt le véritable chassé-croisé: la technique des militants islamistes consistait entre autre à encadrer et exercer une sorte de "marquage" sur les candidats du RCD partout où ces derniers se déplaçaient, les islamistes passaient derrière eux comme pour effacer leurs traces par des tracts, des ballons aux couleurs de leurs listes (violette) et même en arrachant leurs affiches électorales.

L'incident qui résume le mieux les faits est le suivant: le ministre des Affaires étrangères, Abdelhamid Escheikh, tête de liste dans la circonscription de Tunis1 a inauguré une mosquée (comme par hasard en pleine campagne électorale et dans le cadre de ses activités gouvernementales, alors que cette activité ne s'inscrit pas dans le cadre de ses attributions, et comme si les gens étaient pressés de prier et que la construction du lieu de culte ne pouvait pas attendre la fin des élections). La pierre inaugurale a été arrachée peu de temps après l'inauguration. En fait, dans la logique du RCD, il s'agit de disputer l'islamité de la Tunisie aux islamistes en montrant que la religion les intéresse aussi.

Cette campagne électorale a été en outre et pour l'essentiel dominée par trois thèmes majeurs qui résument à eux seuls la bipolarisation déjà visible qui a résulté de la consultation électorale du 2 avril 1989.

LES THEMES DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

Identité - Démocratie - Développement. Jamais depuis trente ans, le thème de l'identité n'a eu pareil écho. C'est en fait l'aboutissement d'un processus de lutte politique imposé depuis quelques années déjà par le mouvement islamiste et qui a trouvé dans les élections l'occasion d'éclater légalement.

L'identité arabo-musulmane comme aiment le dire les islamistes, (ce qui constitue une erreur historiographique), apparaît sur toutes les affiches électorales des listes indépendantes comme si le peuple tunisien doutait de son appartenance à la civilisation arabo-musulmane.

Tous les partis politiques étaient obligés d'en débattre. C'est de loin le RCD qui a le plus concurrencé sur ce sujet les islamistes. Conscients de sa forte présence, le RCD a cherché à les contrecarrer sans se soucier des autres formations politiques qui, non seulement ne le gênaient pas, mais étaient de connivence avec lui, notamment sur ce sujet.

Ce débat par tracts et meetings interposés avait abouti à un véritable concours d'islamité. Le RCD reprochait aux islamistes de mêler la politique à la religion. Ces derniers lui reprochaient son éloignement de l'Islam, malgré la réhabilitation de l'Université La Zitouna, le passage de l'appel à la prière à la télévision et la création du Conseil national islamique où siège Abdelfattah Mourou, membre fondateur du parti Al-Nahdha.

Par ces mesures, le parti au pouvoir ne semble pas avoir rendu service aux islamistes, car la "défense" de l'identité musulmane est la raison d'être des islamistes.

Le soutien au processus de démocratisation n'est pas surprenant comme thème électoral dans la mesure où la déclaration du 7 novembre avait proclamé le pluralisme politique. Tous les partis veulent en faire un acquis inaliénable. Il n'est toutefois pas perçu et présenté de la même façon.

Pour le RCD, le changement est son œuvre, c'est son choix et c'est Ben Ali, destourien de longue date, qui l'a réalisé.

Les islamistes eux voient dans le changement la consécration d'une lutte qui les avait opposés à Bourguiba, une étape d'un processus qui s'était terminé à leur profit. L'ex-président a été déposé au moment où il voulait obtenir leur condamnation à mort. La vague de répression contre leurs militants en 1986 et 1987 a été longtemps évoquée au cours de la campagne électorale, leur place dans l'échiquier politique tunisien est désormais acquise d'autant plus qu'ils avaient "offert" des martyrs pour la "cause démocratique". Ce discours voulait dire que s'il y a une démocratie et un pluralisme, c'est grâce aux islamistes.

Pour les autres partis de l'opposition, la démocratisation du pays a été pendant longtemps leur combat et fut la condition sine qua non pour toute activité politique. N'étant pas des partis révolutionnaires, le MDS, le PCT et le PUP ont joué la légalité jusqu'au bout.

Le thème du développement économique a constitué curieusement le grand vide dans la mesure où, hormis le RCD, aucun parti ne disposait d'une alternative clairement définie. Les islamistes n'ont cependant pas manqué d'astuces.

Il est vrai que les élections avaient un enjeu purement politique et les trente années d'autocratie avaient sans aucun doute marqué les hommes politiques tunisiens. Aussi il nous semble qu'ils avaient fait du processus de démocratisation une priorité afin de créer de nouvelles traditions politiques et d'en faire un acquis désormais irréversible.

Certes, tous les candidats avaient évoqué le chômage, le manque d'infrastructure et la réforme du service public, mais aucun parti de l'opposition n'a, au cours de ses meetings, dans ses tracts ou journaux, donné les prémisses d'un programme qui pouvait constituer une alternative à la politique actuelle.

Si on a évoqué plus haut l'enjeu purement politique de ces élections, il faut rappeler que les partis de l'opposition n'ont pas eu le temps nécessaire pour se préparer surtout pour les partis de création récente. Mais cet argument est-il valable pour le MDS et les islamistes? Assurément non, le parti d'Ahmed Mestiri a une expérience de 18 ans. Nous pensons qu'après deux décades et même si ce parti n'a pas toujours exercé ses activités légalement, il avait largement le temps de mener une propagande, de créer des adeptes et d'avoir un programme politique et économique clair qu'on aurait pu entendre au cours de la campagne électorale. Les informations dont nous avons pu disposer, notamment par la presse, nous permettent d'affirmer que les thèmes économiques n'étaient qu'accessoirement et superficiellement évoqués, juste pour désigner le PSD (devenu RCD) comme le responsable de la crise économique.

Les interventions des islamistes furent de loin plus subtiles. Sans présenter une alternative économique réelle, les candidats se sont contentés de faire des promesses concrètes qui touchent la vie quotidienne des électeurs, car à l'Assemblée, il leur fallait une majorité.

Aussi, avaient-ils promis la gratuité du transport à Sfax, des solutions à la crise du logement et une aide aux plus démunis à Ben Arous sans vraiment dire comment.

Dans ces promesses électorales, on décèle aisément la dimension "terrestre" et temporelle par rapport à un discours habituellement religieux d'essence divine. Les islamistes ont prouvé de ce fait qu'ils avaient fait un effort pour comprendre les problèmes de la société tunisienne en collant aux revendications et aspirations matérielles des Tunisiens. Ils ont aussi reconnu l'importance de l'économie dans les luttes politiques et ce, même si les thèmes économiques sont bien intercalés entre les discours purement religieux. C'est cela, entre autre, l'islam politique.

Le discours religieux, toujours prédominant, avait atteint son paroxysme dans un meeting électoral à Tunis 1 des listes "indépendantes" où le candidat tête de liste, Cheikh Mohamed Lakhoua, n'avait pas hésité à pousser ses convictions jusqu'à choquer plus d'un, à un point tel que le parti Al-Nahdha s'en est quelque peu démarqué. Ce Cheikh de 65 ans et qui, paraît-il, avait vu 500 femmes se présenter pour parrainer sa candidature, préconisait le retour aux châtiments corporels (houdoud), attaquait sans cesse les femmes qui exercent des activités professionnelles hors du foyer et proposait l'abrogation du code du statut personnel tunisien. Des propos de ce type sont souvent tus et évités par les islamistes dans leurs discours officiels, car ils sont en rupture avec le droit positif appliqué et désormais acquis.

Ce qui frappe le plus dans ces affirmations, c'est leur ressemblance avec le discours des Frères musulmans d'Egypte⁹ notamment quand Cheikh Lakhoua défendait l'idée d'un Etat islamique qui puise ses règles et lois dans la seule charia et avouait qu'il était contre l'ijtihad, c'est-à-dire contre la recherche de règles adaptant l'Islam à la vie moderne.

Ce type de propagande a "idéologisé" à son extrême la campagne électorale. Un membre du parti Al-Nahda nous a même précisé que le but de l'action islamiste au cours de cette campagne électorale était de

⁹ Frères musulmans, l'une des premières organisations islamistes née en Egypte créée par Hassan El Banna en 1928 fut persécutée par Nasser, continue d'exister aujourd'hui.

distinguer le croyant de l'incroyant. Ceci n'étonne pas dans la mesure où les islamistes se sentent les seuls aptes à parler de religion et se voient de plus en plus tentés de confisquer le champ religieux et de parler au nom des croyants. A quelques jours du scrutin, l'impression était que les islamistes, malgré leur soutien au changement qu'ils avaient jugé positif, ont tenu un discours en rupture avec la déclaration du 7 novembre et le pacte national. Ce qui n'a pas manqué d'inquiéter le RCD et les autres partis de l'opposition. Si ces derniers avaient plaidé pour un islam ouvert et moderne, le RCD était resté "à cheval" entre l'Islam libéral et la peur du sacré. On avait remarqué que son discours n'était pas dépourvu de connotations religieuses. Outre le traditionnel "Bismillah" inaugurant les meetings et les tracts, il appuyait ses arguments par des versets de Coran. Le 31 mars, date de clôture de la campagne électorale, on pouvait constater qu'elle avait permis l'émergence de deux forces politiques: RCD et Al-Nahda. Les moyens dont disposaient les deux partis, les messages qu'ils s'adressaient indirectement en ignorant presque les autres partis en lice, étaient des signes qui ne trompaient pas.

Les résultats affichés le 2 avril 1989 au soir étaient venus confirmer la bi-polarisation qui commençait à être perçue durant la campagne électorale. Avec 79,5% de voix, le RCD avait raflé tous les sièges. Les listes indépendantes soutenues par les islamistes avaient obtenu en moyenne 14% des voix. Mais compte tenu des maigres résultats des partis d'opposition laïcs, le mouvement islamiste devenait soudain la seconde force politique du pays. Cette constatation doit être cependant nuancée, car même si on avait adopté la proportionnelle comme mode de scrutin, les islamistes n'auraient pu obtenir que 24 sièges. En réalité, si on avait adopté la proportionnelle intégrale à l'échelle nationale, le RCD aurait 114 sièges, les "indépendants" 24, et le MDS 3.¹⁰

Le premier enseignement à tirer par conséquent, c'est le laminage des partis politiques de l'opposition et l'intrusion soudaine des islamistes considérés désormais comme la seconde force politique du pays. Cette constatation ne doit pas cependant porter à des jugements exagérés. Encore une fois, vec moins de 300.000 voix sur environ deux

¹⁰ *Assabah* du 6/4/1989 et du 11/4/1989.

millions de suffrages, Al-Nahda ne pouvait prétendre — compte tenu de la loi électorale — qu'à 24 députés sur 141 selon la proportionnelle et seulement 13 selon le système combiné qui sera adopté prochainement.

Le deuxième enseignement, c'est le renouveau relatif du RCD, parti au pouvoir qui a été "sauvé" et réactivé depuis le 7 novembre au point de devenir la force hégémonique du pays. Les islamistes ont certainement enregistré des progrès dans trois catégories de région: la capitale (autour de 30%), les grandes villes côtières (Bizerte: 24,60%, Sousse: 28,60%, Monastir: 22%, Ben Arous 29,95%) et certaines villes irrédentistes du Sud (Tozeur, Gabès, Kébili, où ils ont obtenu entre 25 et 28% des voix). Mais il n'en demeure pas moins que le parti au pouvoir continue de contrôler les 60% des zones urbaines et détient la maîtrise totale dans le reste du pays.

Certes et en dépit de la rareté sinon de l'inexistence d'études scientifiques, on a pu noter que les islamistes ont bénéficié d'un certain vote-sanction surtout lorsque, comme à Ras-Jebel, ville côtière du nord, située dans le gouvernorat de Bizerte, ils avaient en face d'eux une liste officielle d'hommes médiocres. Il y avait également des situations exceptionnelles comme la circonscription de l'Ariana, où tout a été fait pour disqualifier la liste islamiste avant même le jour des élections. C'est que l'Ariana, banlieue nord de la capitale, est un laboratoire du pays comprenant des gens de toutes les régions, du nord, du sud, du centre, du Sahel et de Sfax et abritant toutes les classes sociales allant des ceintures rouges du Hay Ettadhamon et Oued Ellil jusqu'aux quartiers résidentiels chics d'El-Menazahs. Dans une région de contrastes et de tensions, de privations évidentes et d'aspirations aigües, toutes les indications allaient dans le sens d'une quasi victoire des islamistes dans cette circonscription. L'Ariana, c'était pratiquement la capitale, et un succès islamiste n'y saurait être toléré.

Mais la règle générale suivie par l'Administration et généralement attestée par la presse internationale était de permettre à toutes les forces de s'exprimer aussi réellement que possible. Certes, certains y ont vu le souci sécuritaire de laisser les forces souterraines s'exposer au grand jour pour prendre la mesure réelle de l'adversaire; le régime avait certainement opté contre un saut dans l'inconnu; mais il y

avait incontestablement le souci de connaître la véritable carte politique du pays. Ce souci de vérité a réduit considérablement les habitudes de trucage systématique des résultats.

Au départ, bien que déçus, les islamistes reconnaissaient l'échec. Leur chef disait: "17% des voix constituent une victoire sans doute, car plus que le nombre des voix, les islamistes sont gagnants puisqu'ils ont mobilisé des forces qui sans eux, n'auraient pas participé aux élections. Le seul fait d'avoir mobilisé des franges qui jusqu'ici étaient marginalisées constitue une victoire".¹¹

Trois mois plus tard, le second homme du mouvement, Abdelfattah Mourou exprimait déjà sa déception: "Alors qu'on était soucieux, disait-il, des équilibres politiques et qu'on ne prétendait qu'à dix ou quinze sièges au parlement, nous n'avons même pas réussi à atteindre cet objectif."¹²

Mais au fur et à mesure que le temps passe, on remarque une tendance à l'exagération rétrospective des résultats. Rached Ghannouchi déclare dans son ouvrage que «Al-Nahda était la partie la plus lésée dans la mesure où elle était le parti de la majorité qui a réalisé 60% des suffrages à Tunis»¹³. Il déclare plus tard à Gilles Millet du quotidien parisien Libération: "Nous sommes un mouvement politique qui veut prendre le pouvoir par des moyens politiques. Un parti majoritaire tel que le nôtre qui a 80% du peuple tunisien avec lui n'a pas besoin d'utiliser la violence".¹⁴

Les élections auront par conséquent exacerbé les tensions entre le régime et les oppositions. Les laïcisants poussaient pour une plus grande fermeté à l'égard des islamistes, ces derniers qui parlaient déjà au cours de la campagne de "listes diaboliques", ouvrent les hostilités et parlent d'"élections truquées". Quelques semaines seulement après les élections d'avril 1989, Rached Ghannouchi quitte le pays en signe de protestation, mais c'est là également un indice de préparation à des choses plus graves. La direction islamiste se préparait à la confrontation. Les

¹¹ Déclaration de Rached Ghannouchi à Al Watan Al-Arabi, 5/5/1989, p.19.

¹² *Réalités*, N°207, 4/8/1989.

¹³ Rached Ghannouchi, entretiens avec Qouçay Darwish, Khalil Media Service, Londres, 1992. p. 182.

¹⁴ *Libération*, 3 et 4 octobre 1992.

déclarations désobligeantes du dehors vont bientôt rendre difficile la poursuite du dialogue et conduire les chefs du mouvement à l'intérieur à se désolidariser par rapport aux "provocations".

Parallèlement à la guerre des mots, on s'aperçoit que déjà à partir de mai 1989 au cours du congrès secret de Sfax, le mouvement avait procédé à remplacer Rached Ghannouchi par Sadok Chourou et cela sous la bannière que désormais "pas de politique sans force". On avait mis au point une stratégie militaire et paramilitaire pour apparemment obtenir finalement par les armes ce qui semblait irrémédiablement perdu par la politique, récupérer par la force ce qui leur avait échappé par l'acte du 7 novembre et par le processus électoral.

En recoupant les versions et en analysant les données, telle est en tout cas l'interprétation à laquelle je suis arrivé. En effet, il s'agit pour eux de jouer la dernière carte, car autrement, leur mouvement sera condamné à la marginalité une fois pour toute. Une confirmation de cette analyse est la déclaration faite par le dirigeant principal du mouvement, Rached Ghannouchi: "Jusqu'ici, dit-il, nous ne cherchions qu'une choppe et nous ne l'avons pas obtenue. Maintenant, c'est tout le souk que nous voulons."

Il est bien sûr difficile d'évaluer toutes les raisons qui ont justifié une telle option stratégique, mais les dangers d'une telle approche ne sont que trop évidents car si une telle démarche avait pu contribuer à déstabiliser le régime de Bourguiba, elle pouvait difficilement avoir raison du nouveau régime de Ben Ali. Le mouvement islamiste a énormément sous estimé la force d'un régime qui avait, en trois ans, renouvelé sa direction, diversifié sa base et mis son discours et sa pratique au diapason de l'évolution sociale. Le mouvement a également présumé de ses forces puisque non seulement des limites dans sa capacité de recrutement l'ont conduit à recourir à des cadres connus — donc "brûlés" —, qui ont également monté des opérations telles que celle de Bab Souika où des hommes innocents ont été brûlés ce qui a énormément contribué à les déconsidérer aux yeux de l'opinion publique. Autre signe de cette contraction lorsque l'UGTE (le syndicat des étudiants islamistes) a voulu organiser une manifestation lors de la guerre du Golfe, manifestation qui a été autorisée pourvu qu'elle se déroule dans l'avenue Mohamed V: ayant constaté que le nombre de

participants était loin de dépasser les 200 à 300 manifestants, les organisateurs ont dû renoncer.

Toute analyse qui se voudrait précise de la situation à laquelle sont parvenues les relations entre le pouvoir et le mouvement Al-Nahdha, devrait prendre en compte l'erreur stratégique commise par le mouvement lors de son expérience électorale. Il a recouru à des méthodes qui ont suscité les inquiétudes de l'autorité et alarmé l'élite politique, en passant brusquement d'un parti politique cherchant à obtenir son visa et quelques sièges au sein du parlement à un mouvement qui veut jouer le rôle de force dominante. Le mouvement ne se contentait plus en effet de mener l'opposition, mais se voyait investi de la compétence et de la légalité nécessaires pour se considérer déjà comme la grande majorité au sein du parlement, voire prétendre que le changement du 7 novembre aurait été inconcevable sans lui. Cela dit, le jeu des élections est une arme à double tranchant: le parti qui ne sait comment s'y prendre risque vite d'oublier jusqu'à sa substance et de négliger le sens, si naturel pourtant et si souple, des étapes et de la mesure; c'est ainsi que ses bases furent atteintes du virus de la hâte et de la précipitation et le pouvoir lui apparaît comme un fruit mûr qu'il est temps de cueillir. C'est donc depuis ce moment-là que l'équilibre est rompu.

A part l'expérience électorale, deux expériences exogènes sont venues approfondir la rupture et précipiter la dérive puis la déconfiture du mouvement islamiste: la guerre du Golfe et l'impact du FIS algérien sur la scène tunisienne.

LA GUERRE DU GOLFE

Comme tous les mouvements islamistes, le mouvement tunisien avait traditionnellement des rapports chaleureux avec les milieux du Golfe, un même discours, un même éthos religieux et une grande convergence d'intérêts. Ils étaient par contre hostiles à Saddam Hussein autant pour son autoritarisme que surtout pour ses parti-pris pseudo-laïcs. La crise du Golfe va forcer les islamistes à choisir entre la logique

de l'affinité et celle de l'intérêt. Ils ne pouvaient plus désormais tenir un discours populiste et appuyer en même temps les rentiers du pétrole soutenus par Bush.

Survenant à un moment où les islamistes tunisiens vivaient un grand ressentiment post-électoral, ils ont pris fait et cause pour Saddam espérant que la mobilisation de la rue se fera au détriment du régime et que ce dernier fera preuve d'un manquement sur le registre nationalitaire.

Les discours et les écrits de Rached Ghannouchi à cette époque révélaient soudain un côté infiniment plus belliqueux et démagogique que l'image de l'homme raisonnable et rationnel qu'il a cultivée jusqu'ici. Dans un discours prononcé un mois à peine après le déclenchement de la guerre du Golfe, Ghannouchi, tout en exprimant son soutien inconditionnel à l'Irak, développe les idées suivantes:

— Après la chute du communisme et la fin de la guerre froide, c'est une nouvelle guerre qui prend la relève: la lutte contre l'Islam et la nation islamique, conduite par l'Amérique et les sionistes.

— Accepter le plan occidental c'est aller à l'encontre de la légalité et commettre une énorme erreur politique.

— La charia est explicite: "Lorsque les mécréants entrent en terre d'Islam, les musulmans n'ont d'autre recours que de les combattre par tous les moyens jusqu'à ce qu'ils se retirent." Et ce combat n'implique pas seulement le pays occupé mais tous les pays proches, sinon ce serait le grand péché pour tous.

— Les gouvernements qui ont collaboré avec l'ennemi et qui ont fait de leurs troupes des mercenaires et de leurs territoires des bases d'attaque pour l'ennemi, c'es-à-dire l'Arabie saoudite (qui se prétend défenseur des lieux saints) l'Egypte, la Syrie et la Turquie (qui a abrité la Califat musulman durant cinq siècles), ont perdu toute légitimité religieuse et nationale en raison de leur trahison. Leurs citoyens devraient se désolidariser d'eux et descendre dans les rues pour les obliger à retirer leurs troupes des lieux de combat, "ces lieux de la honte et du péché".

— D'autres gouvernements se sont contentés d'exprimer un soutien verbal à l'Irak. Il s'agit de l'Algérie, du Yemen, de l'OLP, de la Jordanie et de la Tunisie. Leur soutien n'était que formel et ils n'ont rien

dit qui puisse exprimer un quelconque refus de ce qu'on appelle "la légalité internationale" ou une opposition à ce qu'on continue d'appeler "le Conseil de sécurité". En pus, ils n'ont fourni aucune assistance réelle à l'Irak. Il est donc du devoir des citoyens de ces gouvernements de se soulever afin de les obliger à changer de position ou à démissionner et laisser la place à ceux qui ont voué leurs âmes à Dieu».

Quant à l'Iran, Ghannouchi lui reproche vivement sa neutralité, lui le pays symbole qui a pris en main le sort de tous les musulmans. Le voilà qui déçoit les espoirs de tous ceux qui ont pris sa défense et exposé leurs vies et leurs personnes aux pires exactions. N'aurait-il pas dû rester neutre aussi à l'égard des pays occidentaux?

Quant aux Al Sabbah, famille régnante du Koweït, Ghannouchi les condamne durement: «Ce sont des criminels qui ont osé réitérer leur trahison et qui se sont permis de vouloir reprendre le Koweït à n'importe quel prix quitte à le détruire et à détruire toute la nation». Ghannouchi appelle à un soulèvement général dans tous les pays arabes et musulmans qu'il invite:

— à rompre les relations diplomatiques avec tous les pays alliés contre l'Irak;

— à faire des mosquées, des associations et des écoles des centres de recrutement et d'entraînement de volontaires pour la lutte;

— à l'union immédiate, les frontières n'étant que des signes impis;

— à lutter contre les intérêts des pays alliés contre l'Irak.

Par ailleurs, Ghannouchi exprime son scepticisme devant tous les exposés idéologiques émanant de l'Occident sur les libertés publiques, les droits de l'homme, le droit international. Il les qualifie de mythes et de drogues.

Nous avons longuement cité Ghannouchi et cela pour deux raisons: la première est qu'il était le porte-parole en temps de crise et que peu d'autres s'étaient exprimés alors. Ensuite parce que la lecture de ses textes révèle un autre aspect de sa personnalité, un Ghannouchi plus proche du groupe Attakfir wal Hijra qui a justement conçu l'idée de la rupture avec l'Occident de la même manière, quelqu'un qui considère que les droits du groupe ont la priorité sur les droits individuels et les droits de la nation priment ceux de l'individu musulman. C'est ainsi qu'il préfère le gouvernement du plus fort, même s'il n'est pas tout à fait

intègre, au gouvernement d'un faible si pieux soit-il; comme il accepterait volontiers le gouvernement de celui qui a su triompher de l'ennemi et préserver l'unité nationale même s'il a négligé quelques principes tels que la consultation par exemple.

Ainsi Ghannouchi est tombé dans les pires extrêmes, effaçant ainsi l'image qu'il avait voulu se donner de lui-même: celle d'un islamiste qui croit à la démocratie, aux droits de l'homme, aux institutions, à l'évolution par étapes; un islamiste modéré et conciliant. Adoptant les positions premières des Frères Musulmans, il s'est pris dans un étau en se mettant sur le dos tous les régimes arabes et musulmans alliés de l'Arabie Saoudite. Cette dernière n'a du reste pas tardé à couper les vivres au mouvement islamiste tunisien, ce qui a entraîné la scission des modérés comme Abdelfattah Mourou.

On sait, depuis, que le régime tunisien, comme du reste la plupart des gouvernements maghrébins, s'était opposé à l'option militaire pour la résolution du conflit du Golfe et du coup, anticipé et conforté la réaction populaire. Il faut dire que dès le départ, l'enjeu principal de la guerre du Golfe s'est avéré porter sur la conquête de l'opinion publique plus que toute autre chose. Les islamistes y ont vu une occasion, au prix des surenchères, de battre le régime sur le registre nationaliste. Le gouvernement pour sa part ne pouvait pas se permettre de tomber dans le piège; il a fallu, au risque de décevoir les milieux occidentaux, donner l'occasion à la rue d'exprimer son indignation à l'égard de la coalition qui pratiquait la politique des "deux poids, deux mesures".

Ayant frustré Al-Nahdha dans son intention de récupération du "peuple", le gouvernement passa au stade de la capitalisation de sa victoire.

C'est en effet dans la foulée de la guerre que le gouvernement commençait à découvrir des caches d'armes et que le démentèlement de Al-Nahdha devint plus sérieux et plus systématique. Après avoir pendant longtemps réagi aux différentes offensives de Al-Nahdha, le gouvernement a décidé de reprendre l'initiative. Après s'être contenté d'effacer les graffitis, arracher les affiches, saisir les tracts distribués et disperser les manifestants, l'administration décide de répondre à l'escalade par la "contre-escalade": arrêter les activistes, saisir le matériel d'imprimerie, empêcher toute forme de manifestation: le mot d'ordre

adopté sera : la meilleure défense c'est l'offensive. Il faut dire que cette stratégie a été extrêmement efficace puisqu'elle a fait perdre aux islamistes aussi bien l'université que la rue. Du point de vue des islamistes, depuis l'expérience électorale, on compte trois moments:

- entre décembre 1989 et fin 1990, on lève la mise;
- entre décembre 1990 et septembre 1991, c'est la confrontation;
- d'octobre 1991 à mai 1992, c'est la *mihna*, ou le démantèlement pénible du mouvement.

Pour le ministre d'Etat Abdallah Kallel, la cause est entendue: "Depuis, tout est calme. Il y a eu les procès, celui de Al-Nahdha et celui du commando, 274 condamnations au total. Il y a donc ce noyau dur en prison. Tous les autres ont compris que les islamistes les avaient abusés et avaient brisé leur vie. Ils sont devenus les plus farouches adversaires de l'intégrisme. Maintenant, si vous voulez voir des intégristes tunisiens, il faut aller à Londres où se trouve Ghannouchi, et surtout à Paris où se trouvent Mohamed Chaman, Salah Karkar, Habib Mokni et une quarantaine de leurs complices que l'Algérie a expulsés en mai 1992 et que la France a accueillis avec une étonnante bienveillance."

LE PARI SUR LE F.I.S.

Pourtant, la légalisation du FIS auparavant et le succès électoral enregistré par les islamistes algériens lors des élections municipales et législatives avaient pour un temps donné un grand espoir aux militants de Al-Nahdha et rendu ses activistes plus téméraires. Mais là aussi, les islamistes comme les politiciens notamment Ahmed Ben Salah qui avaient parié sur une victoire du FIS et de l'effet domino que cela devait produire dans la région allaient bientôt déchanter. De l'aveu même de Rached Ghannouchi parlant certainement avec la Tunisie en tête — les islamistes algériens ont commis une grave erreur en ignorant la nature des forces sociales adverses. En se comportant comme un mouvement de masse capable de monter des manifestations et en activant certains secteurs de l'opinion publique, le FIS aurait négligé les forces qualitatives qui constituent l'ossature du système politique et en particulier l'armée, la communauté berbère et les classes moyennes

algériennes. Ces forces étaient loin de s'identifier au discours des islamistes. L'approche "quantitative" des islamistes qui ignorent l'équilibre des forces va mener à la catastrophe: "Cela conduira à un coup de force de l'armée ou à un mouvement de grève... Si jamais le FIS venait au pouvoir, rien ne garantit que les syndicats dont il n'a pas le contrôle ne soient en mesure d'exploiter les difficultés économiques pour amorcer des grèves continues. Les berbères (à leur tour) pourraient engager un mouvement de sécession et pourraient bénéficier d'un appui international."¹⁵

C'est ce qui a conduit Rached Ghannouchi à conclure: "L'affaire algérienne nous a rendu un très mauvais service et a donné à notre adversaire l'occasion d'apparaître comme menacé et que l'Occident avait besoin de lui pour affronter ce danger qui rampe d'Algérie vers l'Europe." Ce livre d'interviews de R. Ghannouchi est de bout en bout un aveu d'échec. Le leader islamiste y reconnaît que son mouvement a mal géré l'expérience électorale de 1989. S'agissait-il, en participant à ces élections, seulement d'obtenir 5 à 15 sièges au Parlement ou bien s'agissait-il seulement d'obtenir la reconnaissance du mouvement? Dans tous les cas de figure, les moyens employés étaient démesurés et les techniques utilisées contre-productives. La responsabilité du mouvement dans son propre échec est quasiment reconnue: "Un mouvement qui participe à des élections même de manière indirecte doit prendre en considération tout le résultat de son expérience" (p. 181 - 182).

Il reconnaît également que la guerre du Golfe qui aurait augmenté l'hostilité de l'Occident à l'égard du "fondamentalisme" a été plutôt récupérée par le régime et déployée à son avantage: "La crise du Golfe aura incontestablement semé la confusion dans nos prévisions". (p. 177). Par contre, elle a donné au régime Ben Ali une marge de manœuvre qui lui permis d'unifier l'opposition autour de lui, de renforcer son image en termes de solidarité avec la nation arabe et de mettre Al-Nahdha en position défensive.

¹⁵ Entretiens de Qouçay Salah Darwish: Avec Rached Ghannouchi. Khalil Média Service, Londres, p. 161-162.

Ce sera donc tout un ensemble de facteurs historiques et sociologiques, mais en particulier la gestion de la question électorale sur le plan endogène qui aura consacré le divorce entre les protagonistes. Tout s'est passé en effet comme si ayant réalisé après coup que le pouvoir leur a échappé une première fois le 7 novembre 1987 et que les élections législatives de 1989 n'allaient consacrer que cette dépossession, les leaders islamistes allaient tabler sur les événements extérieurs pour se remettre en selle: la guerre du Golfe et la montée du FIS sans parler de l'idéologie des droits de l'homme utilisée comme un cheval de Troie. Mais là encore, tout laisse croire qu'ils ont manqué la locomotive de l'histoire.

Tous ces éléments font que l'on ne pourra plus parler désormais de l'islamisme tunisien qu'en termes d'opportunités manquées ou de chances perdues.

iai ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI - ROMA
n° Inv. 13909
1 MAR. 1994
BIBLIOTECA